

Adrien BASCOULERGUE
adrien.bascoulergue@univ-lyon2.fr



**MAITRE DE CONFERENCES
FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCES POLITIQUES
UNIVERSITE LUMIERE LYON 2**

PARCOURS UNIVERSITAIRE

Depuis 2013 : Maître de conférences, Université Lumière Lyon 2.

2011-2012 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Cergy- Pontoise.

2011: Doctorat de droit privé - Mention très honorable, avec les félicitations du jury, accordée à l'unanimité. Autorisation de publication en l'état et autorisation à concourir pour un prix de thèse. Intitulé de la thèse : Les caractères du préjudice réparable. Réflexion sur la place du préjudice dans le droit de la responsabilité. Directeur de thèse : Stéphanie Porchy-Simon. Publication aux Presses Universitaires d'Aix-Marseille.

2007-2009 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Jean Moulin Lyon III.

2004-2007 : Allocataire-moniteur à l'Université Jean Moulin Lyon III.

2004 : DEA de droit privé fondamental- Faculté de droit et de sciences politiques de Lyon III. Mention bien.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Matières enseignées : Introduction au droit, droit des obligations, droit des sûretés, droit des personnes, droit de la famille, modes alternatifs de règlement des différends.

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

➤ OUVRAGES

Les caractères du préjudice réparable – Réflexion sur la place du préjudice dans le droit de la responsabilité, Thèse Lyon III, *Presses Universitaires d'Aix-Marseille*, préface S. Porchy- Simon, juin 2014.

Le droit des contrats spéciaux, ouvrage en préparation avec Clément Durez, dans la collection « *Mise au point* », chez Ellipses.

➤ ARTICLES, CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES COLLECTIFS

La notion de contrôle comme fondement du droit de la responsabilité civile, in *Le contrôle à travers le droit : une lecture franco-canadienne*, Thémis, 2018.

Système d'information d'aide à la décision médicale et pratiques cliniques : quels enjeux juridique et éthiques ? (Article à paraître)

➤ NOTES ET COMMENTAIRES

Remboursement des frais d'aménagement de logement d'une victime par ricochet (obs. sous Civ. 2^e, 5 octobre 2017, n° 16-22.153) parue à la Semaine juridique, Edition générale du 8 décembre 2017.

La possibilité de cumuler la qualité de victime par ricochet et de victime principale (note sous Civ. 2^e, 23 mars 2017, n°16-13.350) parue au Recueil Dalloz du 6 juillet 2017, n° 24, p. 1409.

Réparation d'un préjudice de perte de chance et condamnation *in solidum* (note sous Cass. 1^{ère} Civ., 8 février 2017, n° 15-21.528) parue à la Semaine juridique, Edition générale du 1^{er} mai 2017.

Le droit de préférence écarté pour les victimes d'infraction (note sous Cass. 2e, Civ., 10 décembre 2015, n° 14-25.757) parue au Petites Affiches du 8 avril 2016, n° 71.

Reconnaissance originale du besoin en aide humaine d'une victime par ricochet (note sous Crim. 27 mai 2014, n° 13-82.116) parue à la Semaine juridique, Edition générale du 21 juillet 2014.

Prestation de compensation du handicap : les incohérences perdurent (note sous Cass. 2e, Civ., 13 février 2014, n° 12-23.731), parue à la Gazette du Palais des 26 et 27 mars 2014.

Réparation du défaut d'information en matière médicale: retour à l'orthodoxie (note sous Cass. 1ere Civ., 23 janvier 2014, n° 12-22.123) parue à la Semaine juridique, Edition générale du 26 mars 2014.

La prestation de compensation du handicap est une prestation à caractère indemnitaire (note sous Cass. 2e Civ., 16 mai 2013, n° 12-18.093) parue à la Semaine juridique, Edition générale du 26 août 2013.

Précisions sur le champ d'application de la loi du 10 juillet 2000 relatif à la vente volontaire de meubles aux enchères publiques (note sous Cass. 1^{ère} Civ., 19 février 2013, n° 11-23.287), parue à la Revue Lamy de droit de l'Immatériel, juin 2013, n° 92.

Refus d'indemniser une victime au titre de la tierce personne en l'absence de déficit fonctionnel permanent (note sous Cass. 2e Civ., 28 février 2013, n° 11-25.446, 11-25.927), parue à la Gazette du Palais des 10 et 11 avril 2013.

Réparation d'une perte de chance, même faible, de gagner un procès (note sous Cass. 1^{ère} Civ., 16 janvier 2013, n° 12-14.439), parue aux Petites Affiches du 28 mars 2013, n° 63.

Une délégation imparfaite n'est pas une garantie au sens de l'article L. 225-35 du Code de commerce (note sous Cass. Com., 15 janvier 2013, n° 11-28.173), parue à la Semaine juridique, Edition générale du 25 mars 2013.

Précisions sur les conditions d'appréciation d'une pratique commerciale déloyale au sens de la directive 2005/29/CE du 11 mai 2005 (note sous Cass. 1ère Civ., 12 juillet 2012, n°11- 18.807), parue à la Revue Lamy de droit des affaires, novembre 2012, n° 76.

Application du principe de non cumul au cas d'un mineur blessé dans l'aire de jeu d'un restaurant (note sous Cass. 1ère Civ., 28 juin 2012, n° 10-28.492), parue aux Petites Affiches du 28 septembre 2012, n° 195.

Reconnaissance du préjudice moral d'une société victime d'actes de concurrence déloyale (note sous Cass. Com., 15 mai 2012, n° 11-10.278), parue aux Petites Affiches du 3 septembre 2012, n° 176.

➤ **ORGANISATION DE COLLOQUES**

Journée d'études « Dialogue entre juristes », organisée le 26 février 2015 à la Faculté de droit de l'Université Lyon 2.

Journée d'études du Master Médiation sur le thème de « La médiation en ligne » organisée le 8 juin 2018 à la Faculté de droit de l'Université Lyon 2.

➤ **INTERVENTIONS À DES COLLOQUES ET SEMINAIRES**

Accompagner la médiation, former ses acteurs : quelles propositions ? Intervention lors du Colloque intitulé « La médiation : expériences, évaluations et perspectives », organisé par le GIP Mission de recherche Droit et Justice le 5 juillet 2018.

Quelle place donner aux modes amiables dans le processus judiciaire ? Intervention lors du Conseil de juridiction intitulé « Médiation et conciliation en matière civile » organisé par le Tribunal de grand instance de Lyon le 21 septembre 2017.

L'anormalité du dommage. Intervention lors du Colloque de Médecine Légale organisé par l'Institut hospitalo-universitaire de médecine légale de Lyon, la Cour d'appel de Lyon et l'École de la magistrature le 20 juin 2014.

Causalité juridique et causalité scientifique. Intervention lors des XVIIe Rencontres juridiques de l'Université Lumière Lyon 2 intitulées « Droit et vérité », organisées par l'équipe d'accueil Droits, Contrats et Territoires de la Faculté de droit de l'Université Lumière Lyon 2 le 15 novembre 2013.

La notion de préjudice virtuel. Intervention lors du colloque intitulé « Droit et justice dans les mondes virtuels », organisé par le Centre de droit et des nouvelles technologies (CDNT) de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin Lyon 3, le 23 mai 2013.

➤ **GROUPE DE RECHERCHE**

Membre du groupe de recherche sur l'étude comparative des indemnisations des dommages corporels devant les juridictions judiciaires et administratives en matière d'accidents médicaux dirigé par les Professeurs Stéphanie Porchy-Simon et Olivier Gout, projet soutenu par le GIP Justice, Ministère de la Justice.

Responsable du groupe de recherche sur l'analyse socio-juridique des dispositifs de médiation dans trois cours d'appel : de la prescription à l'accord sur la médiation, projet soutenu par le GIP Justice, Ministère de la Justice.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

➤ **DIRECTION DE DIPLOMES**

Depuis septembre 2016 : Responsable du Master 1 Justice, Procès, Procédures, Faculté de droit de l'Université Lyon 2

Depuis septembre 2018 : Co-directeur du Master 2 Parcours Médiation, Faculté de droit de l'Université Lyon 2.